



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Office Togolais des Recettes - OTR

Compt. OTR

+228 90 99 41 01

8201

<https://dimana.otr.tg>



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0593 du 20 au 26 Février 2024- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE -AFRIQUE-CONSTITUTION :



Faure Grassinabé chez Alassane Ouattara :
" La CEDEAO des peuples, c'est notre raison d'être " P.5

LA RÉOLUTION DE LA PROBLEMATIQUE DES MANDATS PRÉSIDENTIELS, GAGE DE LA STABILITÉ ECONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET POLITIQUE

P.3

NEUF ANNÉES,
DE CROISSANCE, D'ÉCOUTE
ET DE SUCCÈS



MERCI À NOS CLIENTS
POUR LEUR FIDÉLITÉ !

EDITO**Assainir la vie politique au Togo**

La vie politique dans notre pays est animée. Très souvent, mal animée par ses acteurs qui dans d'éternels calculs, s'évertuent à ne pas dire la vérité à leurs militants, à faire économie très souvent, et à loisir, de la vérité.

Combien sont-ils à être conséquents envers eux-mêmes ? Combien sont-ils à épouser la vérité ? Combien sont-ils à comprendre que faire la politique n'est pas un refuge quand on a tout perdu dans la vie ou on peine à se réaliser professionnellement ? Combien sont-ils à savoir que tout politique doit avoir une vision, s'assigner une mission et définir des stratégies pour espérer tout concrétiser ?

Ils sont légions, certains acteurs politiques togolais, qui assimilent la politique à l'art de jouer à la Loterie. En s'y prenant de la sorte, bonjour les dégâts. Et malheureusement ce sont les populations togolaises dans leur ensemble, qu'ils prennent pour leurs militants qui, en paient les pots cassés.

Ils sont aussi prompts à se vilipender, à se mettre les bâtons dans les roues juste pour des questions de positionnement. Ils ne pensent qu'à eux seuls et tout est dessiné pour nuire à son adversaire politique que faire de la politique et améliorer le vécu et le quotidien des populations.

Devant l'argent, ils sont ingénieux, très inspirés souvent. Comment s'octroyer une part considérable du camembert, c'est en cela que leur ingéniosité s'affirme.

Il faut assainir la vie politique au Togo et également la moraliser coté moyens financiers.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERE Razak

Impression : SDR

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

POLITIQUE/ ELECTION :**Parti politique cherche argent de cautionnement**

Au Togo, le montant de cautionnement pour être candidat aux élections législatives du 13 Avril prochain, est fixé à cinq cent mille francs CFA. C'est une hausse significative par rapport au 100 000 FCFA du précédent scrutin de 2018. Le Gouvernement indique que ce montant reflète le sérieux et l'importance du scrutin et se situe dans la moyenne de ce qui se fait dans la sous-région ouest africaine. Ce n'est pas l'avis des partis de l'opposition qui parlent d'une manœuvre du pouvoir pour décourager des candidatures. Cependant, vaille que vaille, Ils soutiennent qu'ils participeront au scrutin.

A la recherche des montants du cautionnement

A l'annonce du montant du cautionnement, dans un premier temps, c'est la colère qui l'a emporté chez Jean-Pierre Fabre de l'ANC qui a demandé aux autorités de rapporter cette décision. " S'agissant du cautionnement qui est passé de 200 000 à 500 000 F pour les élections législatives, nous disons que c'est scandaleux et que rien ne peut justifier qu'on ait augmenté le cautionnement de 150%. Le montant de ce cautionnement est prohibitif et nous demandons au Gouvernement de prendre les dispositions pour faire baisser ce cautionnement, et surtout pour le retourner au cautionnement précédent ", a-t-il déclaré.

Et pour y faire face, l'ANC lance cet appel de fonds à l'endroit de tous ses militants et sympathisants. " Les exigences du processus électoral en



Le siège de la CENI

cours, ainsi que les défis socio-politiques multiformes à relever, nous appelent à participer davantage, avec un engagement et une détermination renouvelés et redoublés, aux efforts financiers de notre parti, l'ANC, en contribuant plus massivement encore et avec plus de générosité et d'empressement, auprès de la Trésorerie Générale du parti ", écrit Jean-Pierre Fabre dans un récent communiqué rendu public.

Pour Dodji Apévon, Président des Forces démocratiques pour la République (FDR), le timing de l'annonce du montant du cautionnement, à quelques semaines de la tenue des élections est à déplorer. " Les gens se sont préparés sur la base du taux ancien. On aurait pu au moins avertir, pour que les gens aient du temps pour se préparer.

Dans un délai de trois semaines, un mois, on dit d'aller chercher 500 000 Francs. Ce n'est pas normal. On ne vit pas dans un pays comme ça. Ils croient qu'en faisant ça, ça leur permet de gagner. Ils tomberont un jour dans leur propre piège ", a-t-il indiqué. Il fait savoir que lui et ses militants feront tout, même s'il faut ven-

dre des teckeraies, pour disposer d'assez de moyens pour payer le cautionnement aux candidats de son parti.

Au parti UNIR, pour le moment, rien ne filtre. Toute la semaine dernière, les réunions se sont enchaînées au siège du parti. On susurre que le parti examine nombreuses candidatures de ses militants et fait les ajustements nécessaires pour avoir plus de chances de remporter plus d'élus pour la prochaine législature.

dre des teckeraies, pour disposer d'assez de moyens pour payer le cautionnement aux candidats de son parti.

Au parti UNIR, pour le moment, rien ne filtre. Toute la semaine dernière, les réunions se sont enchaînées au siège du parti. On susurre que le parti examine nombreuses candidatures de ses militants et fait les ajustements nécessaires pour avoir plus de chances de remporter plus d'élus pour la prochaine législature.

La montant du cautionnement en lien avec l'importance du scrutin

Le Gouvernement explique que la fixation de ce montant est liée à l'organisation des élections qui a un coût pour le budget de l'Etat. De plus, Christian Trimua, secrétaire général du Gouvernement, estime que ceux qui aspirent à être des représentants de la nation devraient montrer un minimum de sérieux sur leur engagement politique. " Le problème, c'est qu'une élection coûte cher à l'Etat et qu'à partir du moment où l'élection coûte cher à l'Etat, il y a l'émission des bulletins de vote, il y a un certain nombre de dépenses qui

sont liés aux quantités de candidats qui viennent, il faut au moins que les candidats soient des gens sérieux. Si on va aux élections pour s'amuser, parce qu'on sait à l'avance qu'on est perdant, et qu'on n'attend rien de cette élection, mais qu'on peut faire faire des dépenses à l'Etat, évidemment, nous perdons de l'argent public inutilement. Donc la caution y montre le sérieux avec lequel on vient à cette élection ", explique l'officiel togolais.

Pour ces élections législatives, conformément à la loi, les montants de cautionnement sont réduits de moitié pour les femmes candidates. Rose Koudjom, de l'association "Les amazones de la république", estime que le problème de moyens ne peut pas être un facteur limitant pour se positionner. " Dans le cas d'espèce où on a ramené cette caution à 250 000 Fcfa pour les femmes, je pense qu'on ne va pas trop demander. S'il y a confiance et popularité, c'est les personnes de votre entourage qui vont être les premiers à vous positionner. En ce moment, si c'est une question de moyens, ils sont obligés de mettre la main à la pâte ", fait-elle savoir.

Comme la commission électorale nationale indépendante (CENI) l'avait indiqué, le dépôt des dossiers de candidature pour ces élections législatives a commencé ce lundi 19 février 2024 et prend fin le 28 février prochain. Dans une dizaine de jours, on en saura un peu plus sur le positionnement de chaque parti politique sur l'échiquier national.

Ali Samba

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

POLITIQUE -AFRIQUE-CONSTITUTION : LA RESOLUTION DE LA PROBLEMATIQUE DES MANDATS PRESIDENTIELS, GAGE DE LA STABILITE ECONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET POLITIQUE

Dans nos deux dernières parutions, nous avons mis en lumière que la prise en compte de la grande question des mandats présidentiels et sa résolution concourent notamment à la sécurité et à la paix publique et, il va donc, sans dire et sans aucune fioriture, que cela contribue aussi à l'enracinement des activités culturelles et économiques.

Par Crédo TETTEH

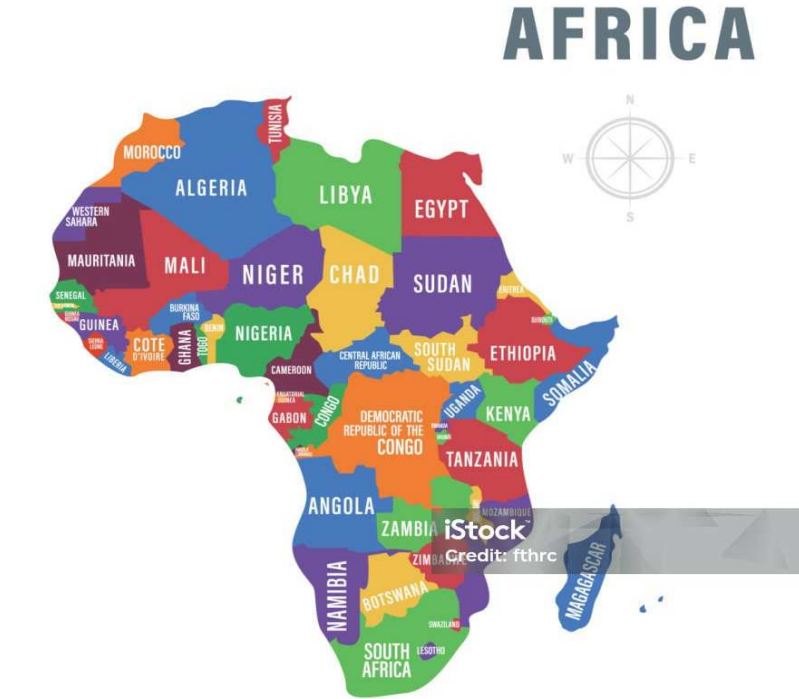
Aujourd'hui, c'est un secret de polichinelle que d'affirmer que la stabilité politique est un véritable facteur des activités culturelles et économiques, étant donné que les entreprises exerceront leurs activités en toute quiétude et en totale sérénité, qui sont des exigences sine qua non pour l'essor économique et pour le rayonnement de nos cultures, qui peuvent être valorisées sans ambages.

Cela est d'autant plus réel car si nous prenons l'exemple de la Chine, à cause de la sécurité et de la paix dont elle jouit, les activités commerciales s'y déroulent correctement et tous les ressortissants des pays du monde entier s'y rendent en toute liberté et en toute confiance, soit pour y acheter des mar-

" ... Aussi, est-il nécessaire de relever que si la problématique des mandats présidentiels est bien réglée, il y aura la possibilité de résoudre les problèmes liés aux coûts exorbitants des élections qui, sont des occasions où nos pays dépensent énormément et s'endettent auprès des puissances étrangères "

chandises, soit pour y rester et y entreprendre. Qui ne souhaiterait pas ce niveau de développement, d'abnégation au travail des citoyens de son pays ? L'exemple de la Chine est saisissant aujourd'hui et très inspirant.

Même les élections y étant rares, ce qui ne veut pas sous-entendre que les institutions ne fonctionnent pas. Il n'y a souvent pas des manifestations au cours desquelles on enregistre des vols, des blessés, des morts, la destruction des biens publics et privés, le déplacement des populations etc.



Régler la problématique des mandats présidentiels

Aussi, est-il nécessaire de relever que, si la problématique des mandats présidentiels est bien réglée, il y aura la possibilité de résoudre les problèmes liés aux coûts exorbitants des élections, qui sont des occasions où nos pays dépensent énormément et s'endettent auprès des puissances étrangères et ainsi, leurs problèmes financiers ne peuvent que s'accroître avec des répercussions négatives, systématiques et manifestes sur leurs populations.

D'ailleurs, c'est pour régler, pour un tant soit peu, le problème des coûts colossaux des élections que certains pays africains organisent plusieurs élections à la fois, à savoir présidentielle, sénatoriale, législative, régionale, locale etc. Et c'est bien évidemment le cas aujourd'hui dans notre pays le Togo où le Gouvernement, conscient justement de ces paramètres, a acté d'organiser les élections législatives et régionales ensemble, le même jour le 13 Avril prochain, pour minimiser les charges.

Le Togo en particulier...

Toutefois, la question reste toujours posée, car tout cela va engendrer des dépenses considérables et il n'est pas superfé-

"... D'ailleurs, c'est pour régler, pour un tant soit peu, le problème des coûts colossaux des élections que certains pays africains organisent plusieurs élections à la fois, à savoir présidentielle, sénatoriale, législative, régionale, locale etc. "

tatoire de souligner aussi que si, en Afrique en général, et dans notre pays le Togo en particulier, nous arrivions à régler le problème des mandats présidentiels, nos institutions se retrouveront renforcées et enracinées pour le bien-être de nos populations.

En effet, il n'est un secret pour personne que la question de l'adéquation des Constitutions aux réalités africaines une fois réglée, permettra la résolution de la problématique des mandats présidentiels et, partant, contribuera à la sta-

" Pour rappel, dans notre parution de la semaine passée, nous tablions sur la nécessité d'adapter les constitutions africaines aux réalités africaines..... Et une autre gaffe des politiques en Afrique serait de manquer de questionner la sociologie africaine, lorsqu'ils abordent des sujets assez sensibles relatifs aux constitutions et à ses pratiques dans nos différents pays "

bilité économique, sociale, culturelle et politique, et personne ne pourra nous contredire par quelque argument que ce soit. Et c'est le devoir pour tous les

Africains d'y réfléchir et agir hic et nunc, car comme l'a si bien déclaré le Roi GUEZO du Bénin, " C'est lorsque tout le monde aura apporté son doigt pour boucher le trou de la jarre que l'eau n'y jaillira pas ".

Pour rappel, dans notre parution de la semaine passée, nous tablions sur la nécessité d'adapter les constitutions africaines aux réalités africaines. En ce sens qu'aujourd'hui, exercer un pouvoir politique sans être confronté à des problèmes, à des questions relatives aux Constitutions et surtout au mandat présidentiel relèverait du surnaturel.

Et une autre gaffe des politiques en Afrique serait de manquer de questionner la sociologie africaine lorsqu'ils abordent des sujets assez sensibles rela-

tifs aux constitutions et à ses pratiques dans nos différents pays.

Une question fondamentale préoccupe aujourd'hui tout citoyen. C'est celle de l'adéquation des constitutions avec la sociologie africaine, étant donné que beaucoup de difficultés sont citées à ce jour, dans les pays africains, surtout francophones, en ce qui concerne l'exercice du pouvoir politique avec les renversements des Gouvernements ou les coups d'Etats. Des coups d'Etats célébrés dans certains coins par cer-

taines catégories de personnes entre euphorie saisonnière et ignorance absolue des valeurs démocratiques.



LE PREMIER MINISTRE A PARTICIPÉ AU 37ÈME SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

- La cheffe du Gouvernement, Victoire Tomégah-Doghé, a pris part le week-end dernier au nom du Président de la République, à la 37ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine (UA).

Les travaux, organisés au siège de l'Organisation à Addis Abeba, ont porté sur l'examen de plusieurs dossiers clés, parmi lesquels la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union, ou encore la position continentale sur l'échiquier international.

En marge des travaux, le Premier ministre a participé à un événement parallèle de haut niveau consacré au potentiel des richesses vertes en Afrique. L'activité à laquelle ont également pris part les chefs d'Etat du Congo et du Rwanda, le vice-président de la Côte d'Ivoire et le Président de la Banque africaine de développement, a été l'occasion pour la cheffe de l'exécutif de rappeler l'urgence climatique et la nécessité de "valoriser [les] ressources naturelles pour une croissance durable et inclusive".

Rappelons qu'à l'issue du sommet, la Mauritanie a officiellement succédé aux Comores à la présidence tournante de l'Union.

Source : @Republiquetogo.com

CONFERENCE DE MUNICH SUR LA SECURITE : 200 HAUTS RESPONSABLES DONT LE PROF ROBERT DUSSEY, PRENNENT PART AUX



Le chef de la diplomatie togolaise, le Prof Robert Dussey, participe, en Bavière, en Allemagne, aux côtés de près de 200 hauts responsables du monde, à la 60è édition de la Conférence de Munich sur la sécurité (Msc). Près de 200 hauts responsables dont le chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert Dussey, participe, en Bavière en Allemagne, à la 60è Conférence de Munich sur la sécurité (Msc).

Cette rencontre annuelle qui rassemble, entre autres, l'élite de la géopolitique, de la diplomatie, des experts en défense et sécurité, ainsi que divers acteurs, permet d'échanger sur des questions de sécurité internationale, notamment les guerres et le terrorisme.

Durant deux jours, les participants vont aborder plusieurs sujets, sur fond des conflits russo-ukrainien et israëlo-palestinien ou encore de la crise migratoire.

Il nous souvient que lors de l'édition précédente, le ministre Robert Dussey était intervenu sur un panel sur la situation au Sahel. Cette année, le chef de la diplomatie togolaise a au programme plusieurs rencontres bilatérales.

@macite.tg

Zozo

LE GHANA ET LE NIGERIA HORS-DÉLAIS



Les travaux de maintenance d'envergure réalisés au Ghana et au Nigeria sur certaines infrastructures de production d'électricité et de gaz naturel ont pris du retard, indique la CEET (Compagnie Energie Electrique du Togo) dans un communiqué.

Les perturbations que connaissent certaines villes du Togo sont susceptibles de se poursuivre.

Les équipes techniques de la CEET, de la CEB et les producteurs sont mobilisés pour atténuer les perturbations.

Les réseaux des trois pays sont interdépendants.

Source : @Republioftogo.com

CÉLÉBRATION DU SPORT



Le Togo participera du 8 au 23 mars aux Jeux Africains au Ghana.

Plus de 5.000 athlètes africains sont attendus.

Les athlètes togolais seront engagés dans 11 disciplines : athlétisme, badminton, tennis, basketball, handball, le beach-volley, boxe, notamment.

Cette 13e édition sera une répétition grandeur nature avec les JO de Paris cet été.

Les Jeux Africains sont une compétition sportive continentale qui rassemble des athlètes de différents pays d'Afrique. Ils sont organisés tous les quatre ans sous l'égide de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA). Les Jeux Africains comprennent une variété de sports, notamment l'athlétisme, la natation, le football, le basketball, la gymnastique, le judo, le tennis, et d'autres.

L'objectif de la compétition est de promouvoir le sport et l'unité africaine à travers la compétition sportive.

Ils offrent aux athlètes une plate-forme pour concourir au plus haut niveau continental, ainsi qu'une opportunité de se qualifier pour des compétitions internationales.

La première édition des Jeux Africains a eu lieu en 1965 à Brazzaville (Congo).

Source : @Republioftogo.com

DIPLOMATE : À MUNICH, CONCERTATIONS ENTRE LE TOGO ET LA TURQUIE

En séjour en Allemagne où il a pris part en fin de semaine dernière à la Conférence de Munich sur la Sécurité (MSC), le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a rencontré son homologue turc, Hakan Fidan.

L'occasion pour les deux personnalités de passer en revue la coopération bilatérale entre Lomé et Ankara, qui s'est intensifiée ces dernières années, avec notamment pour point d'orgue la visite officielle de Recep Tayyip Erdogan au Togo en Octobre 2021.

Que ce soit dans l'agriculture, le commerce, la défense, ou même le tourisme, les deux pays ont régulièrement affirmé ces dernières années, leur volonté de renforcer le partenariat.

D'ailleurs, en 2022, les échanges commerciaux bilatéraux s'étaient établis à environ 200 millions \$.

Source : @Republiquetogo.com

INFLATION : 4,8% en janvier 2024

Selon l'INSEED, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois, au niveau national s'est établi à 4,8% en janvier 2024. Sur un mois, le niveau général des prix à la consommation a baissé de 0,4% en janvier 2024. Cette baisse est principalement due au recul des indices des fonctions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,5%) et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (-3,6%).

La baisse de l'indice global est cependant ralentie par l'augmentation du niveau des indices des fonctions de consommation "Articles d'habillement et chaussures" (+0,8%) ; "Restaurants et Hôtels" (+0,4%) ; "Biens et services divers" (+1,4%) et "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+0,4%).

Glissement trimestriel

Le niveau général des prix en janvier 2024, comparé à la situation d'octobre 2023 (évolution trimestrielle), connaît une hausse de 0,5%. Cette hausse est essentiellement le fait de la progression des indices des fonctions de consommation : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,2%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,3%) et "Articles d'habillement et chaussu-



Le bâtiment abritant le siège de l'INSEED

res" (+1,3%). Cette hausse a légèrement été amortie par la baisse enregistrée au niveau de l'indice de la fonction de consommation "Restaurants et Hôtels" (-1,3%).

Au niveau des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix, en variation trimestrielle, est à mettre principalement à l'actif de l'augmentation des prix des "Produits frais" (+5,2%).

Cette hausse a, toutefois, été freinée par le recul du niveau de l'indice des produits "Hors Energie et Produits frais" (-0,5%). Au regard de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par la hausse de prix des produits "locaux" (+1,1%) et "importé" (+0,6%).

La progression de prix des produits des secteurs primaire

(+4,2%) ; secondaire (+0,2%) et tertiaire (+0,4%) a contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix, en évolution trimestrielle, est induite par la progression des prix des produits "Non durables" (+1,1%).

Evolution annuelle

En glissement annuel (par rapport à janvier 2023), le niveau général des prix a progressé de 2,0% à l'exception de la fonction de consommation "Communication" dont l'indice a décliné de 0,1%, les indices des autres fonctions ont progressé dans les proportions suivantes : "Restaurants et Hôtels" (+7,2%) ; "Articles d'habillement et chaussures" (+3,4%) ; "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées"

(+0,4%) ; "Enseignement" (+4,9%) ; "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+0,8%) ; "Biens et services divers" (+1,8%) ; "Transports" (+0,8%) ; "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+2,1%) ; "Loisirs et culture" (+2,6%) ; "Santé" (+0,1%) et "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+0,2%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la hausse constatée en glissement annuel est le résultat de l'augmentation des prix des produits "Hors Energie et Produits frais" (+1,8%) et des "Produits frais" (+4,3%).

Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la hausse des prix des produits "locaux" (+2,0%) et "importés" (+2,0%). En ce qui concerne les secteurs de production, la hausse annuelle du niveau général des prix découle de l'augmentation des prix des produits du secteur "secondaire" (+2,0%), "tertiaire" (+2,8%) et "primaire" (+1,4%).

Quant à la durabilité, la progression du niveau général des prix, sur le plan national, a été influencée principalement par l'accroissement de prix des produits "Non durables" (+1,6%) et des "services" (+2,8%).

Koudjoukabal

ECHANGES COMMERCIAUX :

Hausse de 18,3% des exportations en quantité au quatrième trimestre 2023 (Glissement annuel)

Au quatrième trimestre 2023, les exportations du Togo s'élèvent à 256 403,7 millions de FCFA en valeur f.o.b et à 966 717,0 tonnes en quantité. En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 14,4 % en valeur et de 7,0 % en quantité. En glissement trimestriel, les exportations au quatrième trimestre 2023 ont augmenté de 33,3 % en valeur et de 18,3 % en quantité.

Les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations, n.d.a., qui contiennent en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, et dont ces huiles constituent l'élément de base, sont les premiers produits exportés par le Togo, avec une valeur de 69 121,2 millions de FCFA. Ils représentent 27,0 % des exportations du trimestre.

Suivent les phosphates naturels de calcium, phosphates aluminocalciques naturels et craies phosphatées, avec une valeur de 38 617,6 millions de FCFA, pour un volume de 401 785,0 tonnes. Ils représentent 15,1 % des exporta-

tions ; Tourteaux et autres résidus solides (à l'exception des drêches), même broyés ou agglomérés sous forme de pellets (granulés), de l'extraction d'huile de fèves de soja, sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques. On peut citer aussi Huile de palme raffinée et ses fractions, Ciments non pulvérisés dits "clinkers" et coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné.

Le premier client du Togo est l'Inde, avec une part de 31,3 % des exportations du trimestre. Les exportations du Togo vers ce pays s'élèvent en valeur à 80 157,5 millions de FCFA, et en quantité à 381 408,9 tonnes. Le Burkina Faso est le deuxième client du Togo avec une part relative de 8,4 %. Les exportations du Togo à destination du Burkina Faso s'élèvent en valeur à 21 628,1 millions de FCFA et en quantité à 166 314,6 tonnes. Le Mali est le troisième client, avec une part relative de 7,4 %. Les exportations à destination du Mali s'élèvent en valeur à 19 087,8 millions de FCFA et en quantité à 37 476,3 tonnes.

Au quatrième trimestre 2023, les exportations vers l'ensemble



Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des finances

des pays de la CEDEAO s'élèvent en valeur à 102 673,9 millions de FCFA et en quantité à 322 272,5 tonnes. Les exportations du Togo vers les pays de la CEDEAO au cours du quatrième trimestre 2023 ont baissé de 9,1%, par rapport au quatrième trimestre 2022. En glissement trimestriel, les exportations ont augmenté de 6,8% au quatrième trimestre.

Les principaux produits exportés vers les pays de la CEDEAO sont : Sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques (13,2%) ; Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ; Huile de palme raffinée et ses fractions (8,7%) ; Ciments non

pulvérisés dits "clinkers" (6,9%) ; Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux, n.d.a. (6%) ; Motocycles et cycles à moteur auxiliaire avec ou sans side-car, à moteurs à explosion à pistons alternatifs, d'une cylindrée supérieure à 50 cm3 mais ne dépassant pas 250 cm3 (5,7%).

Les exportations dans l'espace UEMOA s'établissent en valeur à 84 714,1 millions de FCFA et en quantité à 268 955,1 tonnes. Les exportations vers les pays de la CEDEAO et de l'UEMOA représentent respectivement 40,0 % et 33,0 % de l'ensemble des exportations du trimestre.

Koudjoukabal

SOCIÉTÉ :

Inauguration du nouveau marché de Tsévié et la maison des jeunes et de la femme du Zio

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Madame Kayi Mivedor-Sambiani, a, au nom du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, inauguré le nouveau marché de Tsévié et la maison des jeunes et de la femme du Zio, ce jeudi 15 février 2024.

Ces deux réalisations s'inscrivent dans la vision de développement local et d'amélioration constante de l'accès des communautés à la base aux infrastructures socioéconomiques de qualité, mise en œuvre par le Gouvernement togolais, sous le leadership du Chef de l'État.

"A travers ces deux joyaux que nous portons ce jour sur les fonts baptismaux, le gouvernement réaffirme son engagement à mettre en œuvre la vision du Chef de l'État d'offrir de meilleures conditions de vie et d'exercice de leurs activités professionnelles, aux



Coupure du ruban inaugural

jeunes, aux femmes, aux commerçantes et commerçants de la Préfecture de Zio", a déclaré le ministre d'Etat, Kodjo Adedze, natif du milieu.

Construit sur une superficie de huit (8) hectares, le nouveau marché de Tsévié dispose de 4410 places, dont 142 places de boutiques, 25 places de kiosques, 1200 places de hangar, 1050 places non-couvertes au niveau de l'espace aménagé, 2000 places au

niveau de la zone d'extension du marché. En outre, ce joyau comporte également une boucherie, un bâtiment comportant une infirmerie, un bureau de police, un bureau pour les sapeurs-pompiers, un forage et un bloc sanitaire de huit (8) cabines.

Selon Kayi Mivedor-Sambiani, la ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale. Ce nouveau marché moderne vient donc remplacer l'ancien, qui

est devenu inadapté aux besoins des commerçants et commerçantes de la ville de Tsévié et de ses environs. " Ces deux ouvrages qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme de société du chef de l'Etat en faveur de la jeunesse et de la femme pour le présent quinquennat, dénote de l'intérêt constant porté par Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, pour le bien-être de la population ", a-t-elle indiqué.

La maison des jeunes et de la femme de Tsévié comprend, quant à elle, un auditorium, un amphithéâtre capable d'accueillir 1000 personnes, des salles de conférence et de jeux, des terrains de sports en plein air et bien d'autres. Tout comme celles de Lomé et Kara, elle se veut un centre connecté pour les bénéficiaires pour de multiples activités.

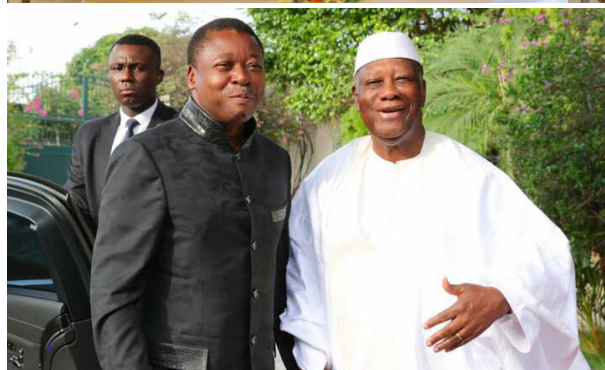
La Rédaction

Faure Gnassingbé chez Alassane Ouattara : " La CEDEAO des peuples, c'est notre raison d'être "

« Nous sommes préoccupés par la décision prise par nos frères de quitter la CEDEAO. Nous croyons qu'un dialogue est toujours possible. Nous ne devons pas arrêter de parler tant que nous n'avons pas trouvé la solution ». Ce sont les mots de Faure Gnassingbé à l'issue d'un "tête à tête" avec Alassane Ouattara, lors de sa visite dans la capitale ivoirienne.

La situation dans la région ouest africaine, notamment aux plans sécuritaire, politique, était au centre des discussions entre le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé et son homologue de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara.

En visite en Côte-d'Ivoire, Faure Gnassingbé a de nouveau appelé au dialogue avec les Etats du sahel, qui ont manifesté leur volonté de quitter l'organisation du bloc ouest africaine, la CEDEAO. Il a rappelé l'importance de la gestion et de la résolution des crises par le dialogue et la concertation, pour préserver la stabilité des États et protéger les populations. " Cela a été une discussion difficile parce que les problèmes le sont. Notre région n'a jamais connu de telles épreuves. Le problème du terrorisme, qui nous affecte tous, parce que quand un pays est affecté, l'ensemble de la communauté est affecté... Un pays qui est sous sanctions, et d'autres qui sont suspendus et qui font encore face à des difficultés qu'ils connaissaient déjà. Nous



Quelques images de la visite de Faure Gnassingbé à Abidjan

sommes préoccupés de la situation humanitaire dans les différents pays et nous nous sommes interrogés sur la nécessité de réexaminer notre stratégie de gestion et de règlement de ces crises ", a déclaré Faure Gnassingbé, à l'issue du tête-à-tête avec Alassane Ouattara.

Pour le Président togolais, il était important de se tenir au courant de l'évolution des choses pour que le problème ne soit pas comme gelé entre deux sommets des chefs d'Etats. Bien au contraire, il faut rechercher inlassablement la solution à tout moment. " J'ai senti le Président très soucieux du sort des populations, au Niger notamment. Quel sens donné aux sanctions que nous pre-

nons. Comment faire pour dépasser cela. Parce que le statut quo, l'immobilisme que nous connaissons aujourd'hui n'est plus possible. Nous devons trouver une solution au niveau de l'ensemble de l'organisation... Nous avons bon espoir que nous finirons par trouver une solution à la satisfaction de tout le monde. Il ne s'agit pas de dire: telle partie à tort, telle partie a raison. Il s'agit d'avoir un espace régional qui retrouve la paix, la sécurité et des populations qui vaquent librement à leurs occupations. Nous sommes convaincus que tant que la solution n'est pas trouvée, nous devons continuer à travailler, à discuter, à travailler. Parfois nous pouvons dire des choses qui ne

sont pas agréables, mais, nous devons continuer à parler. Parce que c'est notre raison d'être. Quand on parle de la CEDEAO des peuples, nous devons être en phase avec cela. ", a dit Faure Gnassingbé.

Pour le médiateur désigné dans la crise au Niger et au Mali, les désaccords, les différends sur la résolution des crises ne doivent pas empêcher les chefs d'Etats de s'écarter sur le principal objectif, celui de la recherche de la paix, la sécurité et la stabilité de la sous-région ouest africaine. Faure Gnassingbé a indiqué qu'il y a un espoir et que les discussions vont se poursuivre dans les semaines à venir.

Ali Samba

Zozo

REPARATION DES LAMPADAIRES SOLAIRES : DES ELECTRICIENS DE LA REGION CENTRALE OUILES A SOKODE



Du 12 au 17 février dernier, vingt-cinq électriciens, membres de la Chambre régionale des métiers de la Centrale, étaient en atelier de renforcement de leurs capacités sur l'installation, la réparation, et la régénération des batteries des lampadaires solaires.

Initiée par l'Association des partisans pour la lutte contre le changement climatique (Aspalupe), en collaboration avec la Compagnie énergie électrique du Togo (Ceet), cette formation, troisième étape après Dapaong et Kara, a permis de donner les rudiments aux électriciens de la région Centrale afin qu'ils soient capables de diagnostiquer les différentes pannes des lampadaires et pouvoir les réparer.

Parti du constat selon lequel les lampadaires solaires installés par l'exécutif commencent par avoir des dysfonctionnements après une longue période d'activités, il était alors nécessaire de préparer une main d'œuvre capable d'utiliser les nouveaux outils exigés dans la maintenance et la réparation de ces lampadaires, a expliqué Banla Amah-Telou, directeur exécutif de l'Aspalupe.

Il ajoute que " la plupart des apprenants ne connaissant pas ces outils, ils n'étaient pas aguerris pour pouvoir affronter ces types de réparations. Cette formation vient donc les outiller pour qu'ils puissent bien relever les défis qui les attendent ".

Au terme donc de cette formation, les participants sont désormais aguerris pour diagnostiquer les différentes pannes, et les réparer. Ils seront ainsi mis à la disposition des municipalités qui pourront leur signer des contrats pour la maintenance de ces équipements d'éclairage public. Notons qu'après Dapaong dans les Savanes, Kara dans la région des Kara, et Sokodé dans la région Centrale, ces rencontres régionales de renforcement de capacités vont se poursuivre dans le reste du pays aux bénéfices des électriciens, membres des Chambres régionales de métiers. Rappelons que l'Aspalupe travaille depuis dix ans à promouvoir la lutte contre le changement climatique.

@macite.tg

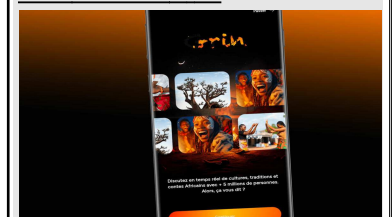
DESSERT EN EAU POTABLE : DES PERTURBATIONS ENREGISTREES A LOME



Dans un communiqué rendu public le mardi 14 février dernier, la Togolaise des eaux (TdE) informe les populations que la desserte en eau va connaître des perturbations dans certains quartiers de la capitale. En raison d'une panne enregistrée sur l'une des lignes électriques Moyennes Tensions (Mt) qui alimente certains dorages à Lomé, la desserte en eau potable connaît des perturbations dans la capitale. Selon la TdE, les équipes techniques sont à pied d'œuvre et la situation devrait revenir à la normale dans les meilleurs délais.

@macite.tg

UNE PLATE-FORME DE PARTAGE



L'application 'Grin', qui vient d'être lancée, permet aux utilisateurs de lancer des discussions sur tout ou presque. Des échanges avec une communauté virtuelle qui s'intéresse aux mêmes thématiques.

Politique, économie, sport, société ou culture. L'appli propose différentes salles de discussion pour évoquer des sujets spécifiques.

Une plate-forme de partage et de connaissance.

Source : @Republicoftogo.com

Envois de fonds des migrants : Baisse de 6% en 2023

La croissance des transferts d'argent vers les pays à revenu faible et intermédiaire devrait encore ralentir en 2024. " Les prévisions tablent sur une progression de 2,4% seulement ", estime la Banque mondiale. Cette situation sera similaire à celle de 2023, qui a marqué le pas après avoir atteint un niveau record ces deux précédentes années. " Les migrants sont parvenus à surmonter les crises et ont fait preuve de résilience pour continuer d'aider leurs familles restées au pays. Mais la forte inflation et la faible croissance mondiale pèsent sur les montants qu'ils sont en mesure d'envoyer ", explique Iffath Sharif, directrice mondiale du pôle Protection sociale et emploi, à la Banque mondiale.

Selon les études de la Banque mondiale, les remises migratoires vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont augmenté de 3,3% seulement en 2023, contre une croissance d'environ 9% en moyenne entre 2021 et 2022. La croissance des envois de fonds en 2023 a été plus modérée dans les pays d'Afrique subsaharienne, où les envois de fonds des migrants ont augmenté de 1,9 %, soit un taux équivalent à celui enregistré au Nigéria, premier pays bénéficiaire de la région. Il est indiqué que c'est en Afrique subsaharienne que les tarifs sont en moyenne les plus élevés (7,9 %), alors qu'ils sont les plus bas en Asie du Sud (4,3 %).

Malgré les crises et les incertitudes, les remises migratoires représentent désormais la première source de financement pour les pays à revenu faible et intermédiaire : en 2023, elles ont dépassé de plus de 250 milliards de dollars les flux d'investissements directs étrangers, qui se caractérisent par une plus grande volatilité.

Un rapport de la Banque Mondiale décrit, comment les pays pourraient mobiliser la manne de la diaspora pour financer leurs besoins de développement, mais aussi améliorer leur situation sur le front de la dette. Les remises migratoires peuvent aussi améliorer considérablement la notation souveraine d'un pays et sa capacité à rembourser sa dette, du fait de leur poids par rapport à d'autres sources de devise. " Il est notamment possible de structurer le lancement d'une obligation de manière à exploiter directement l'épargne de la diaspora détenue à l'étranger ", indique la Banque. On cite le cas

de l'Inde, où un programme de ce type a été mis en place il y a quelques décennies. Il se chiffrait à l'équivalent de 143 milliards de dollars en septembre 2023. " Toutefois, contrairement aux obligations, il s'agit d'une épargne généralement de court terme et volatile, qui, par conséquent, ne se prête pas au financement de projets de développement de long terme ", précise-t-on.

De nombreux pays s'emploient aussi à attirer cette épargne dans des comptes de dépôt en devises pour les non-résidents. " Les envois de fonds des travailleurs migrants sont l'une des rares sources de financement extérieur

privé qui devraient continuer de croître dans la prochaine décennie. Il faut en tirer parti pour mobiliser des capitaux privés à l'appui du financement du développement, en particulier grâce à l'émission d'obligations diaspora. Ces dernières années, les remises migratoires vers les pays en développement ont excédé le montant cumulé des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement, et l'écart ne cesse de se creuser ", souligne Dilip Ratha, économiste de la Banque mondiale.

Il est rappelé que la contribution des envois de fonds à la viabilité de la dette dans les pays à



Transfert monétaire

faible revenu a été prise en compte dans la révision 2017 du cadre d'analyse de la viabilité de la dette du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Cette évolution s'est traduite par une amélioration significative de l'évaluation de la solvabilité dans un certain nombre de pays bénéficiant d'un volume important de

remises migratoires. De même, des résultats économétriques montrent que l'inclusion des remises migratoires dans le ratio dette/exportations améliorerait d'un cran la note souveraine des pays à revenu intermédiaire où ces entrées de fonds sont considérables.

Koudjoukabal



Rejoignez le Club MAJ et Transformez Votre Avenir!

Deviens Membre du Club MAJ: Investis dans Ton Avenir, Impacte Ton Monde!

Avantages d'Être Membre du Club MAJ :

- ✓ Accès Prioritaire aux Formations : En tant que membre, bénéficiez d'un accès exclusif
- ✓ Réseau d'Opportunités : Élargissez votre réseau en rencontrant d'autres jeunes leaders partageant les mêmes idées et établissez des connexions
- ✓ Certifications de Participation : Obtenez des certifications pour les formations suivies, renforçant votre profil professionnel et académique.

Comment Nous Rejoindre?

- 1 Renseigner le formulaire de demande d'adhésion [A demander à celui qui vous a parlé du club ou sur notre page Facebook, LinkedIn]
- 2 Après validation de votre demande s'acquitter de ses droits d'adhésion
- 3 Nous envoyer votre lettre de motivation par mail sur

clubmajbureau@gmail.com (+228) 90020473

Nous sommes plus de 4 Millions d'abonnés

à pouvoir accéder à la connexion Très Haut Débit
la plus rapide et la plus stable du pays



VOODOO

La Fibre

 **888 | 119**

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous



NEUF ANNÉES,
DE CROISSANCE, D'ÉCOUTE
ET DE SUCCÈS



MERCI À NOS CLIENTS
POUR LEUR FIDÉLITÉ !

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

